

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 16 JANVIER 2019

Monsieur le Président,

Dans un contexte particulier de mobilisations citoyennes, nées des injustices fiscales et sociales (Gilets Jaunes, Stylos Rouges...), dans une période de mise en place du Prélèvement À la Source, vous nous avez convoqués pour entériner la déclinaison au niveau départemental du projet de loi de finances 2019.

Ce dernier vise une nouvelle fois très prioritairement la DGFIP avec un effort contributif de 2 130 postes, soit 47 % du volume total des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État, qui se rajoutent aux 38 000 postes déjà liquidés depuis 2002. L'annonce officielle de 10 000 suppressions en 2020 a de quoi nous inquiéter si le même quota est imposé à la DGFIP.

Les récentes révoltes sociales devraient donner à réfléchir sur l'aspiration des citoyens dont nous faisons partie à l'augmentation des salaires et des minimas sociaux, au maintien des services publics (et par la même des emplois), vecteurs d'égalité républicaine, et à une répartition plus juste de la fiscalité.

Nous avons appris que les n°1 ont participé à une réunion à Bercy mi-décembre pour une présentation du cahier des charges de la DGFIP à réaliser d'ici 2021. En voici un extrait :

- Nombre de trésoreries divisé par 10 sur l'ensemble du réseau,
- Disparition des SIE et SIP dont les effectifs sont inférieurs à 50 agents,
- Diminution de 10 à 20% des effectifs des Directions en fonction de leur taille (10 pour les petites et 20 pour les plus importantes).

Pour autant, vous continuez à ne rien vouloir annoncer sur l'état de vos réflexions, à taire vos projets pour la DDFIP66, alors même que vous supprimez le dernier poste de C sur St Paul de Fenouillet, alors même que les agents de Rivesaltes ont vu les plans du nouveau site et ont eu communication des dates du déménagement éventuel, alors même que la fusion des RAN prévue l'an prochain va impacter directement le paysage et les règles de gestion...

Les agents et les usagers sont bien évidemment les grandes victimes de cette évolution. Les premiers ont ainsi beaucoup moins de temps pour effectuer plus de travail, dans un cadre de plus en plus contraint par le management, les seconds (contribuables ou collectivités locales) subissent aussi ces évolutions néfastes, avec des délais d'attente interminables dans les accueils, que ces derniers soient physiques ou téléphoniques, accentués par l'éloignement lié aux décisions de fermeture ou de transfert de services.

Vous allez donc entériner cette nouvelle purge de 15 emplois qui va venir s'ajouter aux précédentes. Pour mémoire, entre septembre 2009 et septembre 2019, 184 emplois auront été sacrifiés volontairement dans les Pyrénées Orientales.

Au plan national, ce ne seront pas moins de 41 290 emplois qui auront été supprimés.

Nous vous proposons donc, Monsieur le Président, les suppressions d'emplois alternatives suivantes :

- Perpignan Direction : – 1 AGFIP

- Perpignan Direction : – 1 AFIP

Dans la mesure où un AGFIP équivaut en termes de traitement et primes à environ 7 agents, et un AFIP à environ 6, nous ne sommes pas loin du compte. Le complément pourra faire l'objet d'âpres négociations avec Jupiter lui-même puisque bien sûr le DG et le ministre auront été préalablement supprimés.

Monsieur le Président, le dialogue est un art, et le Directeur de la DDFIP des PO ne le maîtrise pas ! Contrairement à Monsieur Laussucq (Délégué Interrégional) qui en l'espace d'une après-midi et d'une soirée a su à minima être à l'écoute des représentants des agents de la région Occitanie, en un peu plus de 2 mois de confrontations, la réponse du Directeur aux revendications de ses personnels n'aura finalement débouché que sur des menaces de sanctions disciplinaires.

Monsieur le président, nous souhaitons donc aux collègues concernés cette année par vos tristes décisions et vos mails de soutien, beaucoup, beaucoup de courage...

Nous n'abandonnerons jamais le combat, pour et avec les personnels de la DDFIP66, et chaque fois que vos décisions iront à l'encontre de leurs attentes, vous nous trouverez face à vous.

Les actions que nous menons sont légitimes et en aucun cas vos menaces ne parviendront à y mettre un terme !!!